

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur les relations entre l'Union européenne et l'Afrique, à Bruxelles le 2 avril 2014.

Mesdames, Messieurs,

Nous voulons la chancelière et moi-même à l'occasion de ce sommet entre l'Union Européenne et l'Afrique montrer notre volonté d'agir ensemble en Afrique. L'amitié entre la France et l'Allemagne se déploie en Europe. Elle fait que nous participons plus que d'autres parce que c'est notre responsabilité à la politique européenne de sécurité commune. Et nous voulons aussi que cette amitié puisse se déployer sur le continent africain.

J'ai proposé, à l'occasion de ce sommet entre l'Union européenne et l'Afrique, une alliance entre nos deux continents autour de trois enjeux : la sécurité donc la paix mais aussi le développement donc la croissance et enfin l'environnement donc le changement climatique. Sur ces trois enjeux, l'Allemagne et la France peuvent agir et animer cette alliance entre nos deux continents.

L'Europe peut apporter sa technologie, son savoir-faire et sa solidarité. L'Europe peut apporter aussi elle en a fait la démonstration ces derniers mois ses forces armées pour éviter des conflits, des massacres ou pour lutter contre le terrorisme. Je veux saluer ce qui s'est passé au Mali, non seulement l'intervention de la France, mais le soutien de l'Union européenne et notamment de l'Allemagne.

Je me souviens d'un déplacement que j'avais fait à Berlin où nous avons parlé avec la Chancelière de la manière d'agir ensemble. L'Allemagne a mis à disposition des moyens logistiques qui nous ont été très précieux dans cette période. En Centrafrique, ces derniers jours encore, nous avons pu mettre enfin en uvre cette opération européenne qui va se déployer. Et si la France fait l'effort principal à travers l'opération SANGARIS, l'Europe et l'Allemagne nous apportent des moyens logistiques, matériels, financiers qui permettent de soutenir la Centrafrique dans ce moment si difficile.

Nous pouvons donc agir sur la sécurité. Nous pouvons agir sur le développement parce que nous avons conscience, la Chancelière et moi-même, que l'Afrique est un continent qui connaît une croissance considérable et qui peut être pour nos entreprises sans doute mais aussi pour les populations concernées en Afrique une occasion de partenariat, une occasion d'investissement et aussi de développement.

Enfin, la France et l'Allemagne veulent agir pour que la question du climat soit portée. Vous savez que la France va réunir à la fin de l'année 2015 la Conférence sur le climat qui suppose que l'Europe fasse un certain nombre de choix. Nous avons contribué à les faire au cours du dernier Conseil européen. Nous les préciserons tout au long de l'année.

Mais nous devons toujours faire cette alliance entre la France et l'Allemagne, entre l'Europe et l'Afrique, pour que cette Conférence sur le climat puisse être une réussite. Cela veut dire qu'un accord global puisse être passé. Car l'Afrique n'est pas responsable du dérèglement du climat mais l'Afrique est victime de ce réchauffement climatique.

C'est donc un moment important que nous voulions marquer, la Chancelière et moi-même, pour qu'au moment où la moitié du monde se rassemble ici à Bruxelles, l'Europe et l'Afrique

l'Allemagne et la France soient unies comme nous l'avons toujours été. Finalement, dans ce traité d'amitié nous avons célébré le 50e anniversaire, il n'y avait pas l'Afrique qui était indiquée mais il y avait cette espérance de porter un message de paix, de solidarité et d'amélioration de la condition humaine.

ANGELA MERKEL, CHANCELIERE ALLEMANDE

Aujourd'hui, nous avons pris la décision de faire cette déclaration commune parce que la France et l'Allemagne sont très liées. Elles sont très liées dans le cadre de leurs relations bilatérales mais aussi dans le cadre de leur engagement à travers le monde. J'ajoute que nos démarches que nous suivons sont parallèles en matière de politique de développement et de sécurité.

On voit ici que les travaux dans le cadre d'un partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique, outre les activités bilatérales, sont de plus en plus marqués par l'action de l'Union européenne. La France et l'Allemagne veulent y jouer un rôle de moteur. Cinquante ans après le traité de l'Élysée, nous pouvons revenir enfin sur le passé et faire le point.

Alors nous constatons qu'au Mali, la France a pris un engagement très rapide. Pour l'Allemagne, cette présence en Afrique, c'est un nouveau parcours et un nouveau chemin qui se dessinent, en dehors de la politique de développement traditionnelle.

Aujourd'hui, nous sommes présents sur le terrain au Mali. Nous formons des troupes et une partie de la brigade franco-allemande sera également présente au Mali afin de montrer qu'en dehors des frontières de nos pays, la brigade franco-allemande peut agir dans le cadre de telles missions.

En 2013, nous avons refixé les objectifs de la politique de sécurité et de défense commune et au cours de ce sommet de 2013, nous avons mis l'accent sur l'Afrique dans ce contexte.

Lorsqu'il a fallu intervenir en République centrafricaine, à nouveau, c'est la France qui a pris, la première, les responsabilités qui s'imposaient. Nous avons suivi. Puis cet engagement s'est transformé maintenant en engagement de l'Union européenne. Maintenant, nous sommes en mesure de mettre sur pied une mission. L'Allemagne y participera avec des moyens aériens de transport mais également avec une aide au développement dans un format plus classique.

Lors du dernier Conseil européen au mois de mars, nous avons également évoqué les questions africaines et nous avons décidé ensemble d'une initiative avec pour objectif que les problèmes de l'Afrique soient résolus par les Africains eux-mêmes. Cette initiative, nous l'avons baptisée « Enable and Enhance ». L'objectif, c'est de donner aux Africains davantage de moyens pour qu'ils puissent prendre eux-mêmes les choses en main.

Alors il y a notamment la facilité européenne, la facilité africaine de paix avec des moyens importants qui ont été débloqués. Le volume de cette aide va doubler au cours des trois années à venir et nous ferons en sorte également que des succès durables puissent résulter de cette aide. Ces dernières années, du côté français comme du côté allemand, beaucoup d'argent a été débloqué à l'attention de l'aide au développement. Mais le problème, c'est de garantir la durabilité, c'est de s'assurer aussi qu'il y a une certaine transparence et que des activités bilatérales et des activités du côté des pays africains se développent.

Nos interventions lors de ce sommet EU-Afrique ont mis l'accent notamment sur le fait que l'Afrique est un continent jeune. Alors vous allez nous demander à quel résultat nous sommes parvenus. Aujourd'hui, nous avons l'Internet. Les Africains aussi veulent avoir Internet. Ce que nous souhaitons nous aussi, c'est la transparence. Nous voulons que les jeunes en Afrique puissent vivre dans des pays où il fait bon vivre. Nous voulons renforcer notre partenariat. Nous voulons être le moteur d'un développement commun dans ce domaine-là comme dans bien d'autres. Je vous remercie.